



MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA COHESION SOCIALE
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS, DE LA SANTÉ ET DE LA FAMILLE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET
SOCIALES
DE LA VIENNE

Mise à jour : mai 2005

SANTÉ-ENVIRONNEMENT

PROTECTION DES CAPTAGES

DESTINÉS À LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

<u>Commune(s) :</u>	Tercé
<u>Captage(s) :</u>	Forage (dogger) : «La Bertinière»
<u>Maître d'ouvrage :</u>	SIAEP de St JULIEN L'ARS

SITUATION ADMINISTRATIVE DU CAPTAGE

Avis de l'Hydrogéologue agréé : 18/03/1997
Arrêté de DUP : **16/04/2002**
Inscription aux Hypothèques : 10/03/2003

Pièces jointes à ce document :

- Cartographie des périmètres de protection
- Arrêté préfectoral de DUP

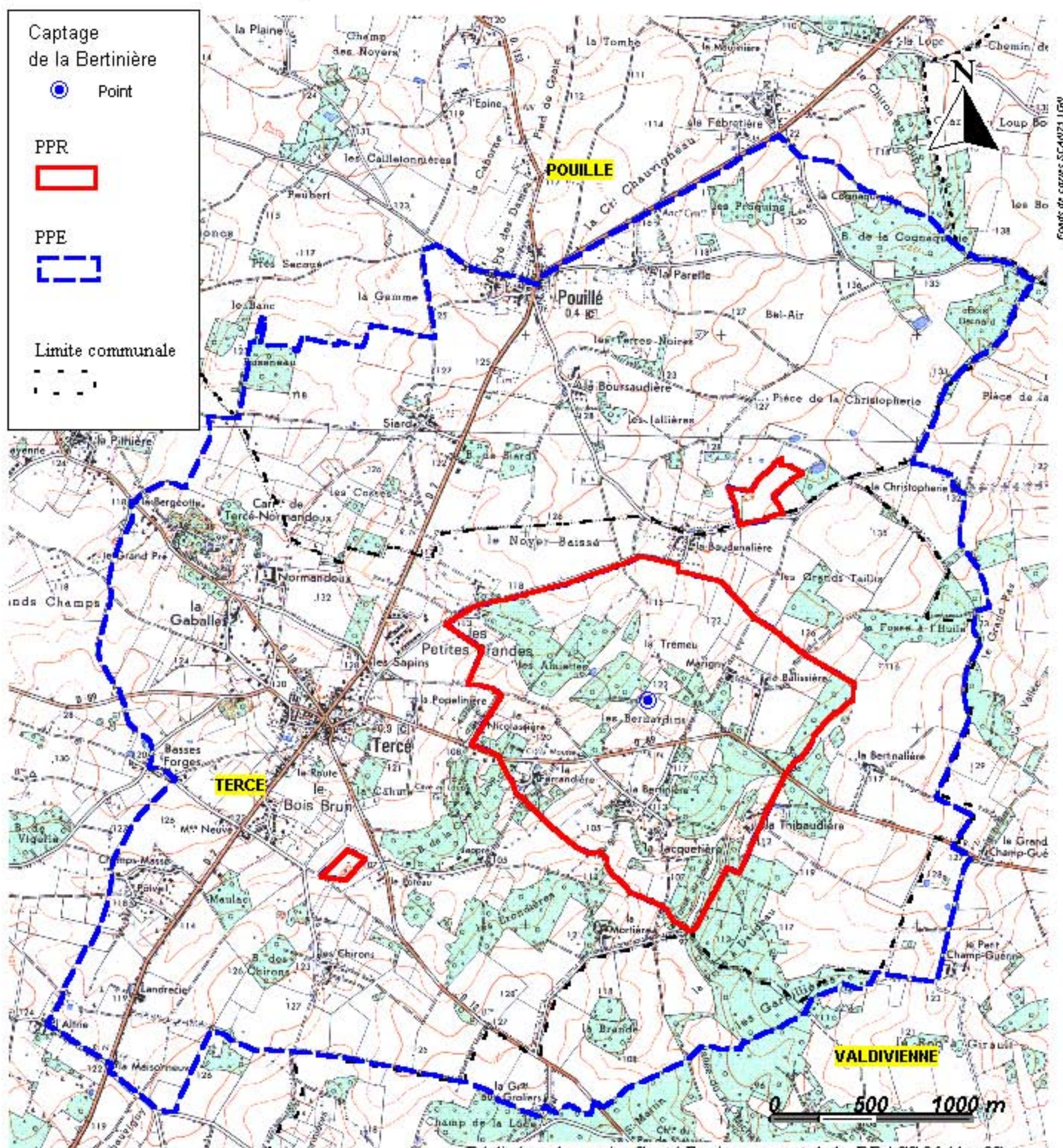


Commune de Tercé

Périmètres de protection du captage de la Bertinière

Maître d'ouvrage : SIAEP de ST-JULIEN-L'ARS

Gestionnaire : SIVEER



PREFECTURE DE LA REGION
POITOU-CHARENTES
PREFECTURE DE LA VIENNE

ARRETE N° 2002/DDAF/SFEE/259

Direction Départementale de l'Agriculture
et de la Forêt

en date du **16 AVR. 2002**

autorisant le prélèvement des eaux du captage de "La Bertinière" situé sur le territoire de la commune de Tercé par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (S.I.A.E.P.) du canton de Saint Julien l'Ars, et portant déclaration d'utilité publique des travaux relatifs à l'exploitation et à la distribution de cette ressource en eau destinée à la consommation humaine et à la dérivation de ces eaux souterraines et à la mise en place des périmètres de protection.

**Le préfet de la région Poitou-Charentes
préfet de la Vienne
Officier de la légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du mérite**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 215-13 sur la dérivation des eaux non domaniales, d'une source ou d'eaux souterraines ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1321-2 et L 1321-3 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article R 126-1 ;

VU la loi n° 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret modifié n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi du 16 décembre 1964 ;

VU le décret n° 2001-1220 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 précitée ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature et aux procédures des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, et notamment la rubrique 1.1.0 – 1° ;

VU l'arrêté du 24 mars 1998 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 4 et 5 du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral n° 75/DA/B2/285 en date du 14 octobre 1975 déterminant les communes du département de la Vienne dans lesquelles est interdite l'implantation des réservoirs enfouis renfermant des liquides inflammables de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97/D2/B3/031 du 18 février 1997 portant réglementation des stockages de produits susceptibles d'être dangereux pour la santé, la salubrité publique et l'environnement ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne (S.D.A.G.E.) adopté par le comité de bassin le 4 juillet 1996 ;

VU le dossier présenté par le pétitionnaire prenant en compte l'avis de la commission des captages du 23 avril 1997 ;

VU la délibération du conseil syndical en date de 16 mars 2000, demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines au lieu-dit "La Bertinière" (commune de Tercé) portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ce captage ;

VU l'avis de réception délivré le 27 mars 2001 par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2001-D2/B3-230 du 6 juillet 2001 prescrivant l'ouverture du 12 septembre 2001 au 1er octobre 2001, sur les communes de Tercé et Pouillé, des enquêtes conjointes :

- * préalable à la déclaration d'utilité publique des dits travaux relatifs à la dérivation des eaux souterraines,
- * préalables à la déclaration d'utilité publique des dits travaux en vue de la détermination de périmètres de protection et l'instauration de servitudes de protection du captage,
- * parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux dites servitudes ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique de mars 1997, complété en mai, juin et décembre 1999 ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène en date du 24/01/2002 ;

CONSIDERANT les observations de monsieur le président du S.I.A.E.P. du canton de Saint Julien l'Ars sur le projet d'arrêté ;

SUR proposition de monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

ARRETE

ARTICLE 1

- A) – Est autorisé le prélèvement des eaux souterraines du captage de "La Bertinière", commune de Tercé ;
- B) – Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par le S.I.A.E.P. du canton de Saint Julien l'Ars relatifs :
- ✓ au captage de "La Bertinière", commune de Tercé,
 - ✓ à la création de périmètres de protection de ce captage et l'institution des servitudes afférentes,
 - ✓ à la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine.

SECTION I – DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2

Le S.I.A.E.P. de Saint Julien l'Ars est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines, recueillies par le captage réalisé sur le territoire de la commune de Tercé.

ARTICLE 3

Le volume à prélever par pompage par le Syndicat ne pourra excéder **120 m³/heure (soit : 2 400 m³/j en pointe)**.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le syndicat devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le préfet sur rapport du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

ARTICLE 4

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par la collectivité à l'agrément du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

ARTICLE 5

Conformément à l'engagement pris par le conseil syndical dans sa séance du 16 mars 2000, le S.I.A.E.P. devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

SECTION II – PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 6

Il est établi autour de l'ouvrage de captage, trois périmètres de protection dans les limites indiquées par l'hydrogéologue agréé, et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux. La délimitation de ces périmètres est définie sur l'extrait de la carte I.G.N. annexée au présent arrêté.

PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

6.1 – Périmètre de protection immédiate

Il concerne la parcelle n° 778 de la section D (d'une surface de 2 900 m²) sur la commune de Tercé.

Le terrain est acquis en toute propriété par le syndicat . Il est entièrement clos, fermé par un portail cadénassé et protégé contre les eaux extérieures. L'espace enclos devra être aplani et maintenu hors d'eau en toute saison.

Il sera interdit à toute circulation, toute activité, tous travaux, tous stockages ou dépôts qui ne sont pas nécessaires pour l'exploitation et l'entretien des installations de forage et de distribution. Son accès sera strictement réservé au personnel de visite, d'entretien et d'exploitation du point d'eau.

Il n'y sera fait aucun apport d'engrais de produits phytosanitaires ou apparentés, la croissance de la végétation ne devant être limitée que par des moyens mécaniques.

6.2 – Périmètre de protection rapprochée

Il couvre une superficie de 228 ha environ. Il comprend 452 parcelles réparties comme suit :

→ Commune de Tercé

Section A0 :

- *La Nicolassière : parcelles n° 1 à 10.
- *La Ferrandière : parcelles n° 11 à 26, 28 à 43.

Section D – Feuille n°1 :

- *La Baudenalière : parcelles n° 25 à 27, 29, 30, 32 à 35, 496 à 500 .
- *La Frémeu : : parcelles n° 52 à 58, 793.
- *La Vieille Vigny de Marigny : : parcelles n° 51, 501 et 502.
- *Les Viviers : : parcelles n° 59 à 69.
- *Les Bernardins : : parcelles n° 70 à 86, 451, 778 à 780.
- *La Croix de la Mousse : : parcelles n° 88 à 94.
- *Les Terrageaux : : parcelles n° 95 à 100, 103, 781 à 789.
- *Le Pré Pallu : : parcelles n° 105, 107, 108, 482, 483, 790 à 792.

- *Les Amiettes : parcelles n° 110, 111, 113 à 126, 129 à 131, 450, 484, 485, 514 à 519.
- *Les Petites Brandes : parcelles n° 178, 179, 505 à 511, 620, 622, 688, 690 à 692, 694, 705, 708, 710, 747 et 748.

Section D – Feuille n° 2 :

- *La Ferrandière : parcelles n° 255 à 257, 289, 723, 727, 734 et 736.
- *La Bretinière : parcelles n° 290 à 299, 303 à 306, 308, 757, 758, 769, 770.
- *La Jacquetière : parcelles n° 310 à 315, 320, 324, 325, 327 à 343, 520 à 522, 703, 776, 799 à 805.

Section E- Feuille n° 1 :

- *Les Bernardins : parcelles n° 4 à 10, 13 à 29, 31 à 43, 45 à 47, 52, 207, 212 à 220, 225 à 228, 234, 235.
- *Les Viviers : parcelles n° 48 à 51.
- *Marigny : parcelles n° 58 à 60.
- *La Balissière : parcelles n° 61 à 67, 278.
- *La Neulière : parcelles n° 57, 236, 239, 241 et 243.
- *Pièce de la Fosse à l'Huile : parcelles n° 82 et 83.
- *La Brétinalière : parcelles n° 84 à 91, 230.
- *La Fosse Rouge : parcelles n° 92, 280 et 281.
- *Petites Rochettes : parcelles n° 94 et 95.

Section E – Feuille n° 2 :

- *Les Rochettes : parcelles n° 96 à 98, 102, 221, 223, 224, 246 à 252, 261 à 264.
- *La Thibaudière : parcelles n° 104 à 114, 116 à 118, 120, 283, 284, 286, 287, 288, 290, 295 à 297, 310 à 314, 317, 318.
- *Les Terres Noires : parcelles n° 127, 128, 206, 291, 294, 302 à 309, 316.
- *Chiron Barbalon : parcelles n° 299, 300, 301 et 315.
- *La Garenne : parcelles n° 171 et 172.
- *La Fosse aux Loups : parcelles n° 173, 179 à 196, 198 à 204, 253 à 260, 265 à 274.

Périmètres Satellites

Commune de Tercé

Section D – Feuille 2 :

- *Le Poteau : parcelles n° 434 et 435

Commune de Pouillé

Section C :

- *Le Soubi : parcelles n° 523, 595 à 597.

Un tableau en annexe résume les activités interdites et réglementées à respecter à l'intérieur des différentes zones du périmètre de protection.

La réglementation spécifique est détaillée ci-dessous en reprenant les numéros des rubriques du tableau de l'annexe 1

6. – Pour les bâtiments à usage d'habitation, les autorisations de construire seront accordées de préférence dans le cadre d'un habitat dispersé sur des parcelles de grandes dimensions (un minimum de 2000 m² pourrait être envisagé. Les filières d'assainissement autonome seront choisies et dimensionnées en fonction des capacités d'absorption et d'épuration du sol (l'intervention d'un bureau d'études spécialisé pourra être imposé). La création des lotissements sera conditionnée à la mise en place d'un réseau de collecte et d'évacuation des eaux usées selon des normes spécifiques (étanchéité assurée par doubles canalisations par exemple).

L'unité de traitement et le point de rejet des effluents traités devront se situer en dehors du périmètre de protection rapprochée.

11. – et 12. – Le stockage de toutes matières fermentescibles, produits fertilisants, phytosanitaires ou apparentés, devra être strictement limité aux quantités annuelles nécessaires à l'ensemble de l'exploitation agricole sur laquelle ils sont stockés. Ces stockages ne pourront en aucun cas se faire à même le sol, y compris pour l'ensilage.

23. – La construction et la modification des nouvelles voies de communication ne devront pas s'effectuer par creusement du terrain naturel et passage en déblai.

26. – Seront réalisés des sondages pour déterminer la nature et l'épaisseur des formations superficielles, et ce, aussi bien sur les parcelles drainées que sur le parcours dans le périmètre de protection rapprochée des eaux issues du réseau. (Dans des cas défavorables, un transport des eaux de drainage par canalisation vers l'extérieur de ce périmètre pourra être imposé.)

27. – Le rebouchage des tranchées autorisées se fera avec des matériaux non solubles et inertes. La partie superficielle sera remblayée avec un matériau imperméable correctement mis en place.

En outre, dans le périmètre de protection rapprochée, les aménagements et opérations qui suivent devront être réalisés :

- - Inventaire des forages existants, rebouchage de ceux qui ne font pas l'objet d'une autorisation d'exploiter, et réhabilitation éventuelle des autres.
- - Contrôle de stockages d'hydrocarbures à usage domestique, et mise en conformité avec la réglementation - arrêté préfectoral du 14 octobre 1975.
- - Contrôle des installations d'assainissement autonome existantes (filière de traitement et raccordement de tous rejets), conformément à l'arrêté du 6 mai 1996.

Le premier périmètre satellite est situé à l'E.N-E. du lieu-dit «La Baudenalière» sur la commune de Pouillé. Il s'agit de la doline active.

La dépression et ses alentours immédiats seront acquis en pleine propriété par le syndicat. Un merlon sera mis en place tout autour de la dépression de façon à limiter les risques de chutes accidentelles d'engins agricoles. Un bassin tampon sera créé au débouché du fossé sur la doline. Il permettra notamment la reprise par pompage, des eaux polluées dans le cas d'une pollution accidentelle dans le bassin versant. (prévoir un volume de stockage correspondant au moins au temps supposé d'alerte et d'intervention dans des conditions de pluie et d'orage).

Pour permettre l'accès de véhicules d'intervention, un chemin d'accès sera créé. Un plan d'intervention sera élaboré avec les services de secours.

Le deuxième périmètre satellite est situé au sud du lieu-dit « Le Poteau » sur la commune de Tercé. Il s'agit d'une dépression apparemment artificielle.

Pour cette dépression, l'acquisition foncière ne sera pas indispensable. La nature des matériaux utilisés pour les remblaiements déjà réalisés sera vérifiée par sondages. Le cas échéant, les matériaux indésirables seront évacués. La dépression sera comblée conformément aux réglementations en vigueur, et les terrains ainsi reconstitués pourront être mis en culture.

Les activités interdites sont détaillées ci-dessous, en reprenant les numéros des rubriques au tableau de l'annexe 1 :

1. - La création de forage ou de puits captant l'aquifère du Dogger, excepté pour l'alimentation en eau potable en complément ou en substitution du captage de « La Bertinière ». Dans ce cas, l'avis d'un hydrogéologue agréé sera sollicité sur l'adéquation du périmètre existant à la protection du nouvel ouvrage .
2. - L'ouverture, l'extension et l'exploitation des carrières.
3. - L'ouverture d'excavations ou de tranchées autres que celles destinées à la mise en place de canalisations liées à l'exploitation du captage, à la distribution d'eau potable, ou éventuellement à la réalisation de fondations pour des habitations, à la collecte et à l'évacuation vers l'extérieur des périmètres des eaux usées d'origine domestique, ainsi qu'à l'enfouissement de câbles électriques ou téléphoniques.
5. - La création de centres d'enfouissement technique, de déchetteries, d'usines d'incinération, de stations d'épuration et de stockages de produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux.
7. - L'implantation de canalisations de transport d'eaux pluviales ou usées d'origine industrielle.
8. - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

9. - La création de stockages d'hydrocarbures liquides ou gazeux autres que ceux destinés à un usage domestique seront interdits. Pour le stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux à usage domestique, artisanal ou agricole, ceux-ci devront être réalisés en cuves protégées (aérienne avec bac de rétention ou enterrée double paroi).
10. - Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous autres produits chimiques susceptibles d'altérer la qualité de l'eau autre que les hydrocarbures liquides ou gazeux à usage domestique, les fumiers, les engrais organiques ou chimiques, les produits phytosanitaires et les matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail sous réserve que les quantités soient limitées aux besoins annuels des exploitations agricoles où ils sont stockés.
13. - L'épandage et l'infiltration d'eaux usées brutes d'origine domestique (eaux ménagères et eaux vannes).
15. - L'épandage de lisiers, de jus d'ensilage, d'effluents d'élevage, de boues de stations d'épuration, de matières de vidanges, et de toutes les eaux usées d'origine agroalimentaire. L'usage de fumiers solides sera accepté.
20. - Le déboisement.
21. - La création d'étangs.
22. - Le camping, même sauvage et le stationnement de camping-car et de caravanes.
24. - La création d'activités artisanales, industrielles et commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions autres que domestiques.
25. - Le stockage de fumier à même le sol (même temporairement sur les parcelles avant épandage).

D'une manière générale, toute autre création d'activité susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée est soumise à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé.

Les activités des remblaiements d'excavations existantes ou de carrières (4), l'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols autres que ceux de la rubrique 15, l'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (16), l'établissement d'étables ou de stabulations libres (17), des pacages d'animaux (18), et l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (19) sont soumises à la réglementation générale.

Les autorisations accordées au titre des diverses polices administratives, (installations classées, carrières, police des eaux, code de la santé publique, etc ...) devront prescrire toutes mesures nécessaires pour sauvegarder la qualité actuelle et future de l'eau. Un avis géologique sera sollicité avant la délivrance des autorisations.

6.3 – Dérogations aux interdictions

A titre exceptionnel, des dérogations aux interdictions prévues aux articles précédents pourront être accordées par arrêté préfectoral, après avis de l'hydrogéologue agréé et du conseil départemental d'hygiène.

L'arrêté devra être dûment motivé, et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

6.4 – Périmètre de protection éloignée

Il s'étend sur les communes de Tercé, Pouillé et Valdivienne.
Sa superficie est d'environ 1 500 ha.

Les services chargés de la police de l'eau devront être particulièrement vigilants quant à l'application des procédures réglementaires et notamment en ce qui concerne les procédures de déclaration ou d'autorisation telles qu'elles sont décrites dans les décrets 93-742 et 743. Une attention toute particulière sera portée sur la réalisation des forages.

Dans ce périmètre, tout comme dans le périmètre de protection rapprochée, on veillera à l'application par la profession, du code des bonnes conduites agricoles.

Dans le périmètre de protection éloignée, une attention particulière sera portée à l'instruction des dossiers relatifs aux opérations suivantes :

- La création ou la mise en exploitation de tout nouveau point d'eau (y compris les forages de reconnaissance).
- La création ou l'extension de carrières.
- La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions autres que domestiques.
- La création de campings.
- La création d'étangs ou de plans d'eau.
- Le drainage des terres agricoles.
- La construction ou la modification des voies de communication.

Dans le périmètre de protection éloignée, les opérations et aménagements suivants devront être mis en œuvre :

Pour les forages, un contrôle des ouvrages existants devra être réalisé. Il portera notamment sur la vérification de la coupe technique des ouvrages (étanchéité de la tête du puits). Pour les ouvrages disposant d'une autorisation de prélèvement, une mise en conformité devra être envisagée le cas échéant. Pour le rebouchage ou la transformation en piézomètre une autorisation sera obligatoire. Le coût de ces opérations sera à la charge du syndicat, qu'ils s'agissent d'ouvrages privés ou de forage de reconnaissance pour l'eau potable, abandonnés.

Des mesures devront être prises pour maintenir la carrière de Tercé-Normandoux dans son état actuel. Un contrôle régulier de la fermeture des accès devra être assuré. Enfin des mesures devront être prises pour limiter les risques de pollution liés à un accident de la circulation sur la RD2 dans la traversée de Tercé. Pour ce faire, les modalités d'alerte et un plan d'intervention devront être élaborés avec les services de secours.

A l'occasion de la rénovation de la station d'épuration de Tercé, il pourrait être envisagé de créer des aménagements permettant l'interception d'un flux polluant provenant de la voirie (accident) avant qu'il ne se déverse dans le milieu naturel. Pour la partie du bourg desservie par un réseau de collecte unitaire , et pour celles pour lesquelles l'exutoire de réseau d'eau pluviale ou des déversoirs d'orage est l'actuelle conduite d'évacuation des eaux traitées à la station d'épuration existante, le piégeage pourrait se faire sur le site de la nouvelle station, éventuellement dans un bassin de rétention. Pour le reste du bourg, des aménagements dans les fossés pour permettre ce piégeage pourraient être définis et implantés après une étude hydraulique sommaire.

La réglementation générale s'appliquera sur ce périmètre, avec le souci de la protection de la ressource. Les différentes autorisations administratives devront se fonder sur un avis géologique et prescrire toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des eaux.

Les interdictions d'épandage à moins de 35 m des berges des cours d'eau (règlement sanitaire départemental), s'appliqueront également aux orifices karstiques, (avens, gouffres), visibles ou susceptibles d'être découverts. Ces orifices devront figurer sur les plans d'épandage avec l'interdiction d'épandage de 35 m.

ARTICLE 7 – REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET DEPOTS EXISTANTS A LA DATE DU PRESENT ARRETE

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 6 dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**ARTICLE 8 – REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET DEPOTS
DONT LA CREATION EST POSTERIEURE AU PRESENT ARRETE**

Le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt soumis à autorisation préfectorale, conformément à l'article 6.2 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation, faire une demande d'autorisation au Préfet du département concerné, en précisant :

- * la localisation et les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- * les dispositions prévues pour parer aux risques précités ;
- * il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique, éventuellement prescrite par l'administration, sera faite par le géologue officiel, aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il est rappelé que les activités réglementées, visées à l'article 6.2 du présent arrêté, pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

ARTICLE 9

Le président du syndicat est autorisé à acquérir, soit à l'amiable pour tous les périmètres, soit par voie d'expropriation pour le périmètre de protection immédiate en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

ARTICLE 10 – SANCTIONS

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée 64-1245 du 16 décembre 1964 et par les articles 22 à 30 de la loi sur l'eau 92-3 du 3 janvier 1992, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, ...).

ARTICLE 11

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques, ainsi qu'à la formalité de la mise à jour du plan d'occupation des sols.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le président du syndicat est chargé d'effectuer ces formalités.

ARTICLE 12

Les exploitants, les propriétaires ou les locataires devront, à compter de la notification du présent arrêté, se mettre, le cas échéant, en conformité avec toutes dispositions législatives et réglementaires applicables avant l'intervention de cet acte et relevant notamment du règlement sanitaire départemental, du code de la santé publique, du code de l'urbanisme et de la protection de l'environnement.

SECTION III – DISTRIBUTION DES EAUX

ARTICLE 13

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et le décret n° 2001-1220.

Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous contrôle de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Les eaux distribuées devront notamment faire l'objet d'une désinfection avant distribution. Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de cette direction.

SECTION IV – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 – INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera déposé dans les mairies de Tercé et Pouillé, un extrait sera affiché en mairie pendant 1 mois minimum et sera consultable par les tiers.

Un procès-verbal témoignant de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et retourné à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (service forêt, eau, environnement) – 20 rue de la Providence – BP 523 – 86020 Poitiers Cedex.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

ARTICLE 15

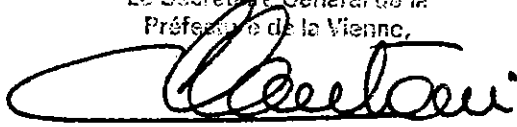
Cet arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification pour le pétitionnaire, ou dans un délai de 4 ans à compter de la dernière mesure de publication pour les tiers.

ARTICLE 16 - EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le sous-préfet de Montmorillon, les maires de Tercé et Pouillé, le président du S.I.A.E.P. du canton de Saint Julien l'Ars, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, l'ingénieur des mines, l'inspecteur des établissements classés, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui concerne de l'exécution du présent arrêté.

Poitiers, le 16 AVR. 2002

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la
Préfecture de la Vienne,

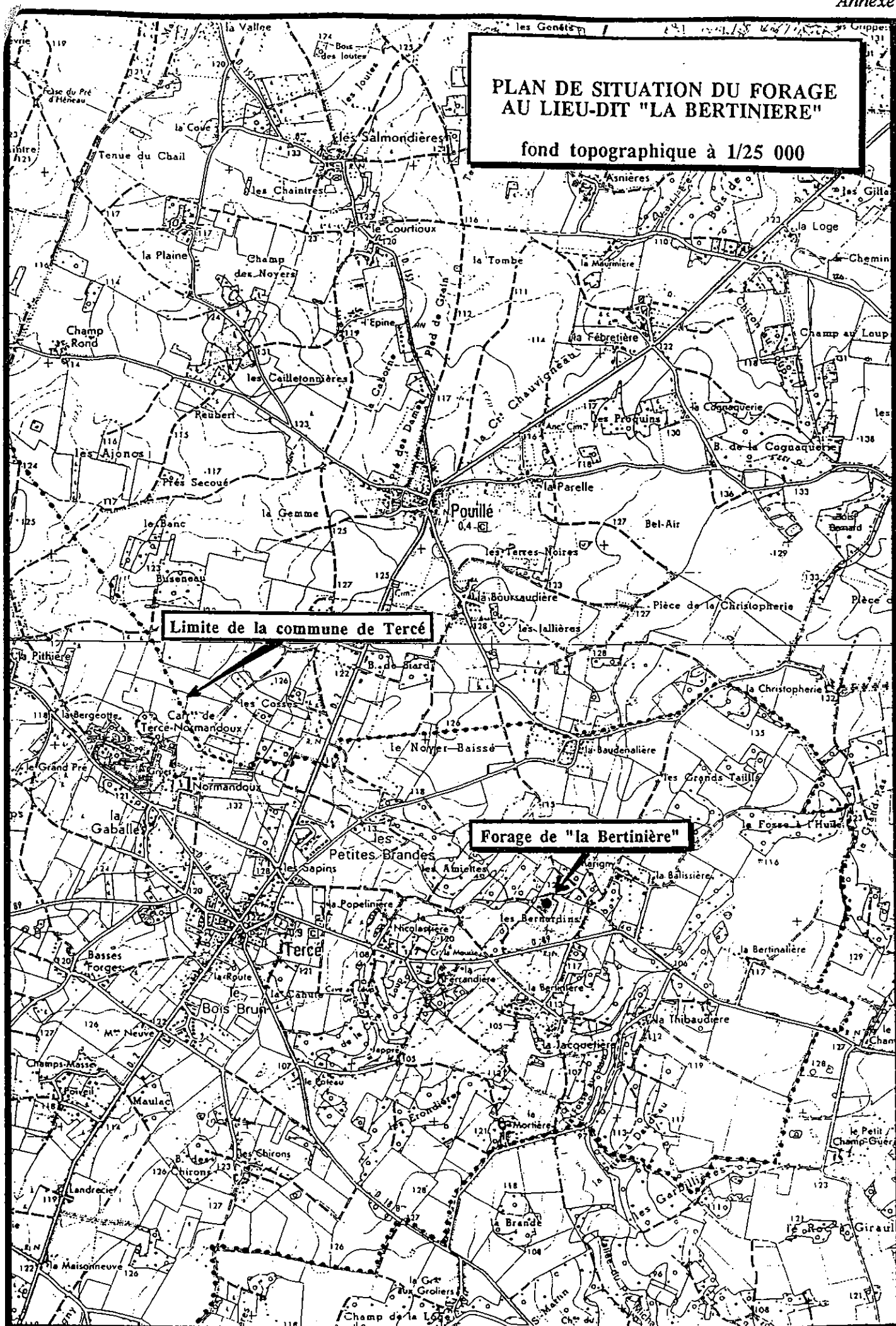

Philippe PAOLANTONI

Pour ampliation
Poitiers, le 29 04 02

P/ La Chef du SFEE

L'Attachée Administrative


AM. FRETIER



PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGES DE LA BERTINIERE - commune de Tercé
SIAEP de SAINT JULIEN L'ARS
TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Protection rapprochée			Protection éloignée	
		Interdiction	Réglementation spécifique	Réglementation générale	Réglementation spécifique	Réglementation générale
1	La création de forage ou de puits autres que pour l'A.E.P.	X				X
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X				X
3	L'ouverture d'excavation autres que celles destinées au passage de canalisations d'A.E.P. ou éventuellement d'assainissement ou à l'effacement des réseaux aériens	X				X
4	Le remblaiement des excavations ou carrières existantes			X		X
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de débris, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X				X
6	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		X			X
7	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine industrielle qu'elles soient brutes ou épurées	X				X
8	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible de porter directement ou indirectement atteinte à la qualité des eaux autres que ceux cités en 7	X				X
9	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux	X				X
10	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tout produits chimiques autres que ceux cités en 9, 11 et 12	X				X
11	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X			X
12	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail		X			X
13	L'épandage et l'infiltration d'eaux usées brutes d'origine domestique	X				X
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols autres que ceux cités en 15			X		X
15	L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux-usées d'origine agro-alimentaire	X				X
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)			X		X
17	L'établissement d'étables ou de stabulations libres			X		X
18	Le pacage des animaux			X		X
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			X		X
20	Le déboisement	X				X
21	La création d'étangs	X				X
22	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes ou camping-cars	X				X
23	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X			X
24	La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions non domestiques	X				X
25	Le stockage de fumier à même le sol, même temporairement sur les parcelles avant épandage	X				X
26	Le drainage des terres agricoles		X			X
27	Le rebouchage des tranchées autorisées		X			X